

REGION BRETAGNE

n° 25\_DAJCP\_SA\_12

## CONSEIL REGIONAL

25, 26 et 27 juin 2025

### DELIBERATION

#### Communication de l'avis de la Chambre Régionale des Comptes de Bretagne

#### « Proposition de règlement du Budget primitif de l'exercice 2022 de la Région Bretagne suite à son annulation par le tribunal administratif de Rennes »

Le Conseil régional convoqué par son Président le 3 juin 2025, s'est réuni le 25 juin 2025, à l'Hôtel de Courcy à Rennes, sous la présidence de Monsieur Loïc CHESNAIS-GIRARD, Président du Conseil régional.

**Etaient présents :** Delphine ALEXANDRE, Olivier ALLAIN (à partir de 13h45), Nicolas BELLOIR, Tristan BRÉHIER, Gael BRIAND, Nil CAOUISSIN, Fanny CHAPPÉ, Loïc CHESNAIS-GIRARD, André CROCQ, Daniel CUEFF, Forough DADKHAH, Olivier DAVID (à partir de 13h45, pouvoir donné auparavant à Isabelle PELLERIN), Florent DE KERSAUSON (jusqu'à 18h45 puis pouvoir donné à Aurélie LE GOFF), Gérard DE MELLON, Stéphane DE SALLIER DUPIN, Claire DESMARES, Virginie D'ORSANNE, Julie DUPUY, Benjamin FLOHIC (jusqu'à 12h30, puis pouvoir donné à Denis PALLUEL), Laurence FORTIN, Maxime GALLIER (jusqu'à 18h30 puis pouvoir donné à Véronique MÉHEUST), Anne GALLO-KERLEAU, Aziliz GOUEZ, Gladys GRELAUD, Alexandra GUILLORÉ, Christian GUYONVARC'H, Loïc HENAFF, Philippe HERCOUËT, Kaourintine HULAUD, Elisabeth JOUNEAUX-PÉDRONO, Émilie KUCHEL, Carole LE BÉCHEC (jusqu'à 17h00, puis pouvoir donné à André CROCQ), Olivier LE BRAS, Raymond LE BRAZIDEC, Agnès LE BRUN, Isabelle LE CALLENNEC (à partir de 18h40 pouvoir donné auparavant à Agnès LE BRUN), Patrick LE DIFFON, Marc LE FUR (jusqu'à 18h00 puis pouvoir donné à Stéphane DE SALLIER DUPIN), Aurélie LE GOFF, Fabien LE GUERNEVE (jusqu'à 19h05 puis pouvoir donné à Aurélie MARTORELL), Loïc LE HIR, Gaël LE MEUR, Gaëlle LE STRADIC, Arnaud LÉCUYER, Béatrice MACÉ, Bernard MARBOEUF, Aurélie MARTORELL, Véronique MÉHEUST, Paul MOLAC (jusqu'à 17h00 puis pouvoir donné à Kaourintine HULAUD), Yvan MOULLEC, Armelle NICOLAS, Gaëlle NICOLAS (jusqu'à 18h30 puis pouvoir donné à Mélina PARMENTIER), Gaëlle NIQUE, Goulven OILLIC, Denis PALLUEL, Mélina PARMENTIER, Anne PATAULT, Isabelle PELLERIN, Fortuné PELLICANO, Stéphane PERRIN SARZIER, Ronan PICHON, Pierre POULIQUEN, Christine PRIGENT, Michaël QUERNEZ, Guillaume ROBIC, Claudia ROUAUX, Stéphane ROUDAUT, Régine ROUÉ, Ana SOHIER, Stéphanie STOLL, Valérie TABART, Renée THOMAÏDIS, Arnaud TOUDIC, Jérôme TRÉ-HARDY (à partir de 13h45), Christian TROADEC, Simon UZENAT (à partir de 14h40, pouvoir donné auparavant à Elisabeth JOUNEAUX-PÉDRONO), Adeline YON-BERTHELOT.

**Etaient absents :** Gaby CADIOU (pouvoir donné à Gladys GRELAUD), Katja KRÜGER (pouvoir donné à Delphine ALEXANDRE), Patrick LE FUR (pouvoir donné à Gérard DE MELLON), Gilles PENNELLE (pouvoir donné à Virginie D'ORSANNE), Astrid PRUNIER, Marie-Pierre VEDRENNE (pouvoir donné à Bernard MARBOEUF).

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil économique, social et environnemental régional lors de sa réunion en date du 16 juin 2025 ;

Vu les échanges en commission Finances et Ressources humaines en date du 23 juin 2025 ;

Et après en avoir délibéré, à 20h30 ;

### **DÉCIDE**

- de **DONNER ACTE** au Président de la communication de l'avis de la chambre régionale des comptes  
« Proposition de règlement du Budget primitif de l'exercice 2022 de la Région Bretagne suite à son annulation  
par le tribunal administratif de Rennes »

Le Président

Loïc CHESNAIS-GIRARD

Chambre régionale  
des comptes  
Bretagne



Envoyé en préfecture le 04/07/2025  
Reçu en préfecture le 04/07/2025  
Publié le  
ID : 035-233500016-20250625-25\_DAJCP\_SA\_12-DE

Le 4 avril 2025

La présidente

à

Dossier suivi par : Gabriel Rosener  
T 02 99 59 85 24  
[bretagnegreffe@crtc.ccomptes.fr](mailto:bretagnegreffe@crtc.ccomptes.fr)

Réf. : contrôle n°2025-001538  
P.J. : 1

**Monsieur Loïc Chesnais-Girard**  
Président du conseil régional de Bretagne  
283 avenue du général Patton  
CS 21101  
35711 Rennes Cedex

[presidence@bretagne.bzh](mailto:presidence@bretagne.bzh)

**Objet :** Proposition de règlement du budget primitif  
de l'exercice 2022 de la région Bretagne suite à  
son annulation par le tribunal administratif de  
Rennes

*Envoi dématérialisé avec accusé de réception (Article  
R -241-9 du code des juridictions financières)*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous notifier l'avis n°2025-01 rendu le 2 avril 2025 par la chambre régionale des comptes Bretagne en application des dispositions des articles L. 232-1 et R. 232-1 du code des juridictions financières et de l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par cet avis, la chambre formule des propositions pour le règlement par le préfet de la région Bretagne et d'Ille-et-Vilaine du budget primitif de l'exercice 2022 de la région Bretagne qui a été annulé par un jugement du 13 février 2025 du tribunal administratif de Rennes.

Le préfet règlera le budget et le rendra exécutoire conformément à cet avis.

En application des dispositions de l'article L. 1612-19 du CGCT, le présent avis doit être porté à la connaissance de votre assemblée délibérante dès sa plus proche réunion. Vous voudrez bien informer le greffe de la chambre de la date à laquelle cette réunion interviendra, et ce dès sa convocation.

Je vous informe par ailleurs que cet avis doit faire l'objet par vos soins d'une publicité immédiate, sans attendre cette réunion, par affichage ou insertion dans un bulletin officiel.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

  
**Cécile Daussin-Charpantier**



Avis n° 2025-01

Séance du 2 avril 2025

Chambre

## AVIS

Article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales

Budget primitif 2022

**REGION BRETAGNE**

Département d'Ille-et-Vilaine

### LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES BRETAGNE

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612-2, L. 1612-19, R. 1612-8 à R. 1612-18 et R. 1612-34 ;

**VU** le code des juridictions financières, notamment ses articles L. 232-1, L. 244-1 et L. 244-2 et R. 244-1 à R. 244-3 ;

**VU** les lois et règlements relatifs aux budgets des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté de la présidente de la chambre régionale des comptes Bretagne fixant la composition des sections ;

**VU** la lettre du 4 mars 2025, enregistrée au greffe de la chambre régionale des comptes Bretagne le 6 mars 2025, par laquelle le secrétaire général pour les affaires régionales, par délégation du préfet de la région Bretagne, a saisi la chambre en application de l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales, en raison de l'annulation, par jugement du tribunal administratif de Rennes en date du 13 février 2025, de la délibération du conseil régional du 25 février 2022 approuvant le budget primitif 2022 de la région Bretagne ;

**VU** l'arrêté de délégation de signature du préfet de la région Bretagne au secrétaire général pour les affaires régionales, en date du 30 octobre 2024 ;

**VU** la décision n° 2025-02 du 7 mars 2025 par laquelle la présidente de la chambre a attribué à M. Fabien Filliatre, premier conseiller, l'instruction de la saisine budgétaire du préfet de la région Bretagne ;

**VU** la lettre de la présidente de la chambre du 7 mars 2025, informant le président de la région Bretagne de la saisine susvisée et l'invitant à présenter ses observations avant le 18 mars 2025, proposition n'ayant pas donné lieu à l'envoi d'observations écrites ;

**VU** les éléments recueillis par le rapporteur au cours de son compte de gestion 2022, les délibérations d'arrêt du compte de gestion 2022 et d'affectation du résultat 2022 ;

Envoyé en préfecture le 04/07/2025  
Reçu en préfecture le 04/07/2025  
Publié le  
ID : 035-233500016-20250625-25\_DAJCP\_SA\_12-DE

**VU** les documents annexés à la saisine du préfet, notamment le budget primitif 2022 initialement adopté, le budget supplémentaire 2022, la décision modificative n° 1 du budget primitif 2022 initialement adopté, les comptes administratifs 2021 et 2022, les délibérations adoptant ces différents documents budgétaires ;

**VU** l'ensemble des pièces du dossier ;

Sur le rapport de M. Filliatre, premier conseiller ;

**VU** les conclusions du Procureur financier ;

Après avoir entendu le rapporteur, ainsi que M. Yann Simon, représentant du ministère public, en ses observations ;

## **SUR LA NECESSITE POUR LA CHAMBRE DE FORMULER UN AVIS**

Le préfet de la région Bretagne, après avoir constaté que la délibération du 25 février 2022 par laquelle le conseil régional de Bretagne avait approuvé le budget primitif 2022 avait été annulée par le tribunal administratif de Rennes dans un jugement du 13 février 2025 et que ledit budget était réputé n'avoir jamais existé, a considéré que ledit tribunal n'avait pas permis au conseil régional de procéder à la nécessaire régularisation rétroactive du budget. Estimant que la région Bretagne se trouvait placée dans les conditions prévues à l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a ainsi, par lettre du 4 mars 2025 susvisée, saisi la chambre régionale des comptes Bretagne afin qu'elle formule des propositions pour le règlement de ce budget.

Aux termes de l'article L. 1612-2 du CGCT, « Si le budget n'est pas adopté avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique, ou avant le 30 avril de l'année du renouvellement des organes délibérants, le représentant de l'Etat dans le département saisit sans délai la chambre régionale des comptes qui, dans le mois, et par un avis public, formule des propositions pour le règlement du budget. Le représentant de l'Etat règle le budget et le rend exécutoire. (...) A compter de la saisine de la chambre régionale des comptes et jusqu'au règlement du budget par le représentant de l'Etat, l'organe délibérant ne peut adopter de délibération sur le budget de l'exercice en cours ».

Ainsi qu'il résulte de l'avis du Conseil d'État du 9 février 1989 (assemblée générale, n° 345.352), lorsque le juge administratif annule le budget d'une collectivité territoriale, celui-ci est réputé n'être jamais intervenu et doit donc « faire l'objet d'une régularisation rétroactive par l'autorité compétente dès lors qu'elle s'avère nécessaire ».

Si, comme l'indique le Conseil d'État dans son avis, l'assemblée délibérante de la collectivité « à partir de la notification de l'annulation de la décision budgétaire ou fiscale est à nouveau compétente pour délibérer sur ces mêmes questions, elle cesse de l'être dès que le préfet a saisi la chambre régionale ». Le dessaisissement de l'organe délibérant de sa compétence budgétaire ne résulte donc pas de la seule circonstance que le budget n'a pas été adopté avant le délai prescrit, mais est subordonné à la saisine de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'État en application des dispositions de l'article précité du CGCT, ce que rappelle l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Lyon du 12 juillet 2007, *Commune de Charvieu-Chavagneux* (req. N° 03LY00412).

Au cas d'espèce, à l'issue du jugement du 13 février 2025 du tribunal administratif de Rennes, rien ne faisait obstacle à ce que le conseil régional régularise la situation en approuvant un nouveau budget primitif 2022. Le préfet ne pouvait donc invoquer la décision du tribunal administratif comme empêchant le conseil régional de procéder à cette régularisation rétroactive et comme lui faisant obligation de saisir la chambre, la date limite d'adoption n'étant pas alors prescrite à peine de nullité.

Toutefois, la chambre doit constater que la région Bretagne budget primitif 2022 avant que le préfet la saisisse et a, depuis, été budgétaire sur l'exercice 2022 par effet des dispositions précitées d La collectivité régionale est donc réputée n'avoir pas adopté de budget primitif 2022, ni avant le 15 avril 2022, ni en régularisation.

En conséquence, l'annulation du budget primitif 2022 a privé de base légale les dépenses exécutées ou engagées et les recettes certaines ou recouvrées à ce titre. Pour rétablir l'ordre public budgétaire et financier, il convient donc de conférer une base légale aux opérations de dépenses et de recettes et il appartient désormais à la chambre de formuler, à l'adresse du préfet, des propositions de règlement du budget primitif 2022.

## SUR LA RECEVABILITÉ DE LA SAISINE

Aux termes de l'article R. 1612-34 du CGCT, « *La chambre régionale des comptes se prononce sur la recevabilité de la demande. Elle constate notamment la qualité du demandeur et, s'il y a lieu, l'intérêt qu'il a à agir* ».

La saisine de la chambre émane du secrétaire général pour les affaires régionales, qui a reçu une délégation du préfet de la région Bretagne par arrêté du 30 octobre 2024. La saisine doit dès lors être regardée comme émanant d'un demandeur ayant qualité à cet effet et disposant d'un intérêt à agir en application des dispositions précitées de l'article L. 1612-2 du CGCT.

L'article R. 1612-8 du même code dispose que « *Lorsque la chambre régionale des comptes est saisie par le représentant de l'Etat d'une décision budgétaire ou d'un compte administratif, le délai dont elle dispose pour formuler des propositions court à compter de la réception au greffe de l'ensemble des documents dont la production est requise* ». Aux termes de l'article R. 1612-16 du même code, « *lorsque le représentant de l'Etat saisit la chambre régionale des comptes, conformément à l'article L. 1612-2, il joint à cette saisine l'ensemble des informations et documents, visés aux articles D. 1612-1 à D. 1612-7, indispensables à l'établissement du budget, ainsi que les pièces établissant que ces informations et documents ont été communiqués à la collectivité ou à l'établissement public intéressé. L'ensemble des budgets et décisions budgétaires afférents à l'exercice précédent sont également joints à la saisine* ».

La saisine enregistrée au greffe de la chambre le 6 mars 2025 est accompagnée d'informations et documents suffisants au regard de ce que doit être l'office de la chambre au cas d'espèce. La saisine doit donc être regardée comme recevable et complète à la date du 6 mars 2025, au sens des dispositions précitées de l'article R. 1612-8 du CGCT.

## SUR LES PROPOSITIONS DE RÈGLEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2022

Le budget primitif 2022 adopté par délibération du conseil régional du 25 février 2022 a été entièrement exécuté avant son annulation par le tribunal administratif. L'exercice budgétaire et comptable 2022 est désormais clos : le compte administratif 2022 et le compte de gestion 2022 ont été approuvés par le conseil régional le 30 juin 2023. Dès lors, les propositions de la chambre ne peuvent plus avoir pour objet la prévision et l'autorisation préalable des opérations de recettes et de dépenses de l'année 2022.

L'office de la chambre consiste donc à régulariser rétroactivement les mandatement des dépenses et les émissions des titres de recettes intervenus dans le cadre de l'exécution du budget de la région et à rétablir un fondement légal à l'ensemble des opérations. Pour proposer le budget à régler par le préfet, la chambre se fonde ainsi sur l'exécution budgétaire constatée au compte administratif 2022, qui inclut de surcroît les restes à réaliser de l'exercice 2021 et les décisions budgétaires issues des délibérations du conseil régional adoptant le budget supplémentaire, en date du 20 septembre 2022, et la décision modificative n° 1, en date du 13 octobre 2022.

Envoyé en préfecture le 04/07/2025  
 Reçu en préfecture le 04/07/2025  
 Publié le  
 ID : 035-233500016-20250625-25\_DAJCP\_SA\_12-DE

Les propositions de la chambre reprennent le total des « crédits employés ou restant à employer » (mandats et titres émis + charges et produits rattachés + restes à réaliser au 31 décembre 2022), permettant ainsi de couvrir toutes les dépenses engagées dans l'exercice, même non mandatées, de conférer un fondement à toutes les recettes certaines de l'exercice, même n'ayant pas fait l'objet de l'émission d'un titre, de donner une base légale à toutes les charges et produits relevant de l'exercice, y compris rattachés.

Au regard des propositions de la chambre, la section de fonctionnement, excédentaire, respecte les dispositions des articles L. 1612-4 et L. 1612-7 du CGCT relatives à l'équilibre budgétaire. Grâce à un virement de la section de fonctionnement, la section d'investissement est également équilibrée au sens de l'article L. 1612-4 du CGCT.

Le budget de la région Bretagne étant voté par fonction, les crédits sont déterminés à ce niveau dans les propositions de la chambre, le préfet restant libre de décliner ces dernières.

### PAR CES MOTIFS

- Article 1** **DECLARE** recevable la saisine du préfet de la région Bretagne au titre de l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;
- Article 2** **PROPOSE** au préfet de la région Bretagne de régler le budget primitif 2022 de la région Bretagne conformément aux tableaux annexés au présent avis ;
- Article 3** **DIT** que le présent avis sera notifié au préfet de la région Bretagne, au président de la région Bretagne et au comptable de la collectivité, sous couvert de la directrice régionale des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine ;
- Article 4** **RAPPELLE** au président de la région qu'en application de l'article R. 1612-18 du code général des collectivités territoriales, le présent avis doit être publié, dès sa réception, sous sa responsabilité, par affichage ou insertion dans un bulletin officiel ; qu'en application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales, le conseil régional doit être tenu informé, dès sa plus proche réunion, du présent avis.

**Fait et délibéré en la chambre régionale des comptes Bretagne, le deux avril deux-mille-vingt-cinq,**

Présents : Mme Cécile Daussin-Charpantier, présidente de la chambre, MM. Stéphane Guillet et Pierre Cotton, présidents de section, MM. François Gueguen et Guillaume Gautier, premiers conseillers, Mme Cyndie Deffin, première conseillère, M. Fabien Filliatre, premier conseiller, rapporteur.

La présidente de séance,

  
 Cécile Daussin-Charpantier

## ANNEXE : Présentation générale du budget p

## Récapitulation par groupes fonctionnels

| Section                                          | Total                   |
|--------------------------------------------------|-------------------------|
| <b>Dépenses d'investissement</b>                 | <b>1 023 325 171,98</b> |
| 90 Opérations ventilées                          | 560 068 558,79          |
| 92 Opérations non ventilées                      | 463 256 613,19          |
| 001 Solde d'exécution investissement             | 0,00                    |
| <b>Recettes d'investissement</b>                 | <b>1 023 325 171,98</b> |
| 90 Opérations ventilées                          | 149 259 481,66          |
| 92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)      | 756 547 225,99          |
| 954 Produits des cessions d'immobilisations      | 0,00                    |
| 951 Virement de la section de fonctionnement     | 21 087 544,67           |
| 922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés | 62 797 922,20           |
| 001 Solde d'exécution investissement             | 33 632 997,46           |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>                | <b>1 405 700 829,46</b> |
| 93 Services ventilés                             | 990 892 743,00          |
| 94 Services communs non ventilés                 | 393 720 541,79          |
| 953 Virement à la section d'investissement       | 21 087 544,67           |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté           | 0,00                    |
| <b>Recettes de fonctionnement</b>                | <b>1 454 148 164,62</b> |
| 93 Services ventilés                             | 234 187 929,99          |
| 94 Services communs non ventilés                 | 1 219 960 234,63        |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté           | 0,00                    |

# Equilibre financier

## Investissement

Envoyé en préfecture le 04/07/2025

Reçu en préfecture le 04/07/2025

Publié le

ID : 035-233500016-20250625-25\_DAJCP\_SA\_12-DE

| Chapitres                                        | Dépenses                | Recettes                |
|--------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>OPERATIONS REELLES ET MIXTES</b>              |                         |                         |
| <b>90 Opérations ventilées</b>                   | <b>560 068 558,79</b>   | <b>149 259 481,66</b>   |
| 900 Services généraux                            | 16 565 639,23           | 27 621,95               |
| 901 Formation professionnelle, apprentissage     | 11 137 202,64           | 8 067 499,89            |
| 902 Enseignement                                 | 165 896 672,80          | 31 584 528,72           |
| 903 Culture, sports, loisirs                     | 14 006 543,68           | 577 666,00              |
| 904 Santé, action sociale                        | 0,00                    | 0,00                    |
| 905 Aménagement des territoires                  | 62 876 553,74           | 0,00                    |
| 906 Gestion des fonds européens                  | 82 223 219,80           | 81 294 965,37           |
| 907 Environnement                                | 5 199 173,17            | 2 086,30                |
| 908 Transports                                   | 136 155 584,19          | 7 142 022,07            |
| 909 Action économique                            | 66 007 868,54           | 20 563 091,36           |
| <b>92 Opérations non ventilées</b>               | <b>301 333 763,05</b>   | <b>331 267 537,09</b>   |
| 921 Taxes non affectées                          | 0,00                    | 0,00                    |
| 922 Dotations et participations (sauf 1068)      | 0,00                    | 29 832 269,79           |
| 923 Dettes et autres opérations financières      | 301 333 763,05          | 301 435 267,30          |
| 95 Chapitres de prévision sans réalisation       | -                       | 0,00                    |
| 954 Produits des cessions d'immobilisations      | -                       | 0,00                    |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>861 402 321,84</b>   | <b>480 527 018,75</b>   |
| <b>OPERATIONS D'ORDRE</b>                        |                         |                         |
| 925 Opérations patrimoniales                     | 76 134 358,65           | 76 134 358,65           |
| 926 Transferts entre les sections                | 85 788 491,49           | 349 145 330,25          |
| 951 Virement de la section de fonctionnement     | -                       | 21 087 544,67           |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>161 922 850,14</b>   | <b>446 367 233,57</b>   |
| Autofinancement de l'exercice                    |                         | 284 444 383,43          |
| 001 Solde d'exécution investissement             | 0,00                    | 33 632 997,46           |
| 922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés | -                       | 62 797 922,20           |
| <b>TOTAL SECTION</b>                             | <b>1 023 325 171,98</b> | <b>1 023 325 171,98</b> |

Fonctionnement

Envoyé en préfecture le 04/07/2025  
 Reçu en préfecture le 04/07/2025  
 Publié le  
 ID : 035-233500016-20250625-25\_DAJCP\_SA\_12-DE

| Chapitres                                     | Dépenses                |                         |
|-----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| <b>OPERATIONS REELLES ET MIXTES</b>           |                         |                         |
| <b>93 Services ventilés</b>                   | <b>990 892 743,00</b>   | <b>234 187 929,99</b>   |
| 930 Services généraux                         | 98 582 014,98           | 8 537 357,08            |
| 931 Formation professionnelle, apprentissage  | 216 811 166,28          | 102 840 882,64          |
| 932 Enseignement                              | 188 681 581,90          | 6 630 652,73            |
| 933 Culture, sports, loisirs                  | 35 662 387,43           | 726 588,68              |
| 934 Santé, action sociale                     | 0                       | 0                       |
| 935 Aménagement des territoires               | 5 523 525,43            | 1 480 982,81            |
| 936 Gestion des fonds européens               | 48 289 054,46           | 49 252 443,60           |
| 937 Environnement                             | 13 031 987,24           | 1 031 038,46            |
| 938 Transports                                | 325 409 765,75          | 60 879 143,24           |
| 939 Action économique                         | 58 901 259,53           | 2 808 840,75            |
| <b>94 Services communs non ventilés</b>       | <b>44 575 211,54</b>    | <b>1 134 171 743,14</b> |
| 940 Impositions directes                      | 0,00                    | 29 902 286,00           |
| 941 Autres impôts et taxes                    | 0,00                    | 1 023 279 655,27        |
| 942 Dotations et participations               | 0,00                    | 61 621 741,75           |
| 943 Opérations financières                    | 42 306 953,30           | 4 774 053,64            |
| 944 Frais de fonctionnement groupes d'élus    | 885 466,30              | 5 605,97                |
| 945 Provisions et autres opérations mixtes    | 1 382 791,94            | 14 588 400,51           |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>1 035 467 954,54</b> | <b>1 368 359 673,13</b> |
| <b>OPERATIONS D'ORDRE</b>                     |                         |                         |
| 946 Transferts entre les sections             | 349 145 330,25          | 85 788 491,49           |
| 947 Transferts dans section de fonctionnement | 0,00                    | 0,00                    |
| 953 Virement à la section d'investissement    | 21 087 544,67           | -                       |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>370 232 874,92</b>   | <b>85 788 491 49</b>    |
| Autofinancement dégagé                        |                         | 284 444 383,43          |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté        | 0,00                    | 0,00                    |
| <b>TOTAL SECTION</b>                          | <b>1 405 700 829,46</b> | <b>1 454 148 164,62</b> |

## Balance générale

### Investissement

Envoyé en préfecture le 04/07/2025

Reçu en préfecture le 04/07/2025

Publié le

ID : 035-233500016-20250625-25\_DAJCP\_SA\_12-DE

| Chapitre nature                                    | Libellé                                  | Crédits à porter au budget |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Dépenses d'investissement - total</b>           |                                          | <b>1 023 325 171,98</b>    |
| <b>Sous-total des opérations réelles et mixtes</b> |                                          | <b>861 402 321,84</b>      |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                       |
| 13                                                 | Subventions d'investissement             | 264 979,76                 |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées            | 302 324 736,84             |
| 18                                                 | Compte de liaison                        | 0,00                       |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 8 481 625,57               |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées         | 316 194 113,47             |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles              | 40 038 873,15              |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                       |
| 23                                                 | Immobilisations en cours                 | 172 873 310,65             |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées    | 406 500,00                 |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières       | 20 818 182,40              |
| 45                                                 | Opérations pour compte de tiers          | 0,00                       |
| <b>Sous-total des opérations d'ordre</b>           |                                          | <b>161 922 850,14</b>      |
| 925                                                | Opérations patrimoniales                 | 76 134 358,65              |
| 926                                                | Transferts entre les sections            | 85 788 491,49              |
| <b>001 Solde d'exécution reporté n-1</b>           |                                          | <b>0,00</b>                |

| Chapitre nature                                    | Libellé                                         | Crédits à porter au budget |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Recettes d'investissement - total</b>           |                                                 | <b>1 023 325 171,98</b>    |
| <b>Sous-total des opérations réelles et mixtes</b> |                                                 | <b>480 527 018,75</b>      |
| 10                                                 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 29 832 269,79              |
| 13                                                 | Subventions d'investissement                    | 129 282 017,08             |
| 16                                                 | Emprunts et dettes assimilées                   | 301 445 267,30             |
| 18                                                 | Compte de liaison                               | 0,00                       |
| 20                                                 | Immobilisations incorporelles (sauf 204)        | 0,00                       |
| 204                                                | Subventions d'équipement versées                | 7 183 876,18               |
| 21                                                 | Immobilisations corporelles                     | 673,74                     |
| 22                                                 | Immobilisations reçues en affectation           | 0,00                       |
| 23                                                 | Immobilisations en cours                        | 12 491,56                  |
| 26                                                 | Participations et créances rattachées           | 0,00                       |
| 27                                                 | Autres immobilisations financières              | 12 770 423,10              |
| 45                                                 | Opérations pour compte de tiers                 | 0,00                       |
| 954                                                | Produits des cessions d'immobilisations         | 0,00                       |
| <b>Sous-total des opérations d'ordre</b>           |                                                 | <b>446 367 233,57</b>      |
| 925                                                | Opérations patrimoniales                        | 76 134 358,65              |
| 926                                                | Transferts entre les sections                   | 349 145 330,25             |
| 951                                                | Virement de la section de fonctionnement        | 21 087 544,67              |
| 1068                                               | Excédents de fonctionnement capitalisés         | 62 797 922,20              |
| <b>001 Solde d'exécution reporté n-1</b>           |                                                 | <b>33 632 997,46</b>       |

Fonctionnement

Envoyé en préfecture le 04/07/2025  
 Reçu en préfecture le 04/07/2025  
 Publié le  
 ID : 035-233500016-20250625-25\_DAJCP\_SA\_12-DE

| Chapitre nature                                    | Libellé                                        | Crédits                 |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------|
| <b>Dépenses de fonctionnement - total</b>          |                                                | <b>1 405 700 829,46</b> |
| <b>Sous-total des opérations réelles et mixtes</b> |                                                | <b>1 035 467 954,54</b> |
| 011                                                | Charges à caractère général                    | 196 203 022,65          |
| 012                                                | Charges de personnels et frais assimilés       | 183 023 760,21          |
| 014                                                | Atténuation de produits                        | 24 508 477,00           |
| 65                                                 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 616 750 195,29          |
| 6586                                               | Frais de fonctionnement groupes d'élus         | 885 466,30              |
| 66                                                 | Charges financières                            | 12 042 227,07           |
| 67                                                 | Charges exceptionnelles                        | 672 014,08              |
| 945                                                | Provisions et autres opérations mixtes         | 1 382 791,94            |
| <b>Sous-total des opérations d'ordre</b>           |                                                | <b>370 232 874,92</b>   |
| 946                                                | Transferts entre les sections                  | 349 145 330,25          |
| 947                                                | Transfert dans section de fonctionnement       | 0,00                    |
| 953                                                | Virement à la section d'investissement         | 21 087 544,67           |
| <b>002 Résultat de fonctionnement reporté n-1</b>  |                                                | <b>0,00</b>             |

| Chapitre nature                                    | Libellé                                     | Crédits à porter au budget |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Recettes de fonctionnement - total</b>          |                                             | <b>1 454 148 164,62</b>    |
| <b>Sous-total des opérations réelles et mixtes</b> |                                             | <b>1 368 359 673,13</b>    |
| 013                                                | Atténuation de charges                      | 2 460 572,45               |
| 70                                                 | Produits services, domaine, ventes diverses | 14 363 322,88              |
| 731                                                | Impôts locaux                               | 29 902 286,00              |
| 73                                                 | Impôts et taxes (sauf 731)                  | 1 061 020 454,58           |
| 74                                                 | Dotations, subventions et participations    | 235 510 478,63             |
| 75                                                 | Autres produits de gestion courante         | 2 280 784,85               |
| 76                                                 | Produits financiers                         | 1 923 287,03               |
| 77                                                 | Produits exceptionnels                      | 6 310 086,20               |
| 945                                                | Provisions et autres opérations mixtes      | 14 588 400,51              |
| <b>Sous-total des opérations d'ordre</b>           |                                             | <b>85 788 491,49</b>       |
| 946                                                | Transferts entre les sections               | 85 788 491,49              |
| 947                                                | Transfert dans section de fonctionnement    | 0,00                       |
| <b>002 Résultat de fonctionnement reporté n-1</b>  |                                             | <b>0,00</b>                |